



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

**ARRETE DU MAIRE**

**Réf : ARR2024527**

**OBJET :** DEROGATION A L'ARRETE PREFECTORAL 2008-193-7 EN DATE DU 11 JUILLET 2008 RELATIF A LA LUTTE CONTRE LES BRUITS DE VOISINAGE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DE LA VOIE SNCF L819 000 LIANT LES COMMUNES DE LE GRAU DU ROI A NIMES-SAINT CESAIRE

Le Maire

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 et L 511-1

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu la loi n°83-8 du 07 Janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu la loi n°82-213 DU 02 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la demande en date du 28 mai 2024 de Madame GROUVEL SNCF RESEAU 101 allée de Oleos à Montpellier -34- sollicitant une dérogation aux travaux de nuit

Vu l'arrêté de la préfecture du Gard, n° 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage

Considérant les travaux de renouvellement de la voie SNCF – ligne L819 000 liant les communes de le Grau du Roi à Nîmes-Saint Césaire

Considérant la nécessité d'effectuer les travaux de nuit afin de limiter au maximum l'impact à la circulation des voyageurs

Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** Par dérogation à l'arrêté de la préfecture du Gard, 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage, notamment le titre IV concernant les chantiers de travaux publics ou privés, SNCF réseau est autorisé à effectuer des travaux entre 20 heures et 07 heures, du lundi 21 octobre 2024 au dimanche 10 novembre 2024.

**ARTICLE 2 :** L'entreprise bénéficiaire de la présente dérogation s'engage à prendre toutes les dispositions pour réduire les nuisances sonores occasionnées aux riverains en veillant notamment à limiter la réalisation des opérations bruyantes et l'utilisation des équipements bruyant au strict nécessaire durant les plages horaires dérogatoires, à utiliser du matériel homologué, en bon état de fonctionnement et d'usage approprié, à limiter l'usage des marches arrière, des klaxons et trompes d'avertissement et d'informer le personnel aux contraintes du bruit en période nocturne.

Hôtel de Ville - Place St Louis

30220 AIGUES MORTES

Tel. 04.66.73.90.90.

ARR2024527 du 19/08/2024

**ARTICLE 3 :** La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, sera fournie et mise en place par les services municipaux de la commune qui en assureront l'entretien, le remplacement et la mise en conformité.

**ARTICLE 4 :** Toutes les dispositions sont prises par l'entreprise bénéficiaire pour informer le voisinage concerné par les travaux bruyant et les mesures de réduction associées.

**ARTICLE 5 :** Les manquements aux dispositions du présent arrêté seront constatés le cas échéant et poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie d'Aigues-Mortes, Monsieur l'Elu responsable de la Sécurité, Monsieur le Capitaine, Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Le Grau du Roi, Madame la Commandante de la Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes, Monsieur le Directeur des Services Techniques de la ville d'Aigues-Mortes, Monsieur le Chef de Service de Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 19 août 2024

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation  
Le Directeur Général des Services,  
Christophe BARONI

